



AMTLLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2019 • Zweite Sitzung • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001
Conseil national • Session d'été 2019 • Deuxième séance • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001



19.3001

Postulat FK-NR.

Vereinfachung des Vollzugs der Programmvereinbarungen zwischen Bund und Kantonen

Postulat CdF-CN.

Simplifier la mise en oeuvre des conventions-programmes conclues entre la Confédération et les cantons

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 04.06.19

Egger Thomas (C, VS), pour la commission: La Commission des finances a analysé, lors de sa séance du 18 janvier 2019, le rapport du Conseil fédéral sur la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Ce rapport a été élaboré suite à une motion du Conseil national de 2013 (13.3363). Il a pour but d'évaluer les opportunités et les inconvénients d'une éventuelle RPT 2, soit d'une nouvelle tentative de répartir les tâches entre la Confédération et les cantons. Le rapport a été élaboré conjointement par la Confédération et les cantons. Il comporte ainsi, de manière très transparente, aussi bien l'avis de la Confédération que celui des cantons.

Au total, 33 domaines ont été analysés. Ce sont tous des domaines de compétences partagées entre Confédération et cantons, donc des tâches communes dans le langage de la RPT – "Verbundaufgaben" en allemand. La Confédération et les cantons sont favorables à une éventuelle RPT 2. Ainsi, on attend aussi ces prochains jours soit le feu vert de la Confédération, soit celui des cantons. Mais l'expérience de la mise en oeuvre de la RPT 1 montre que c'est un projet de longue haleine. Il a fallu presque vingt années depuis les premières discussions jusqu'à l'entrée en vigueur de la RPT en 2008.

La Commission des finances n'a pas formellement pris position sur les démarches en vue d'une éventuelle RPT 2. Mais compte tenu des délais très longs, elle a quand même estimé que le rapport qui lui a été présenté démontre déjà un potentiel d'améliorations dans le système actuel de la RPT. Il s'agit en l'occurrence de la mise en oeuvre des conventions-programmes. Ces améliorations peuvent être mises en oeuvre rapidement sans devoir attendre des années jusqu'à l'entrée en vigueur d'une éventuelle RPT 2.

L'idée de base des conventions-programmes est que la Confédération se restreint à un rôle stratégique, tandis que la mise en oeuvre est déléguée aux cantons. Cette répartition des tâches qui semble claire sur le principe a, dès le début de l'entrée en vigueur de la RPT, suscité à maintes reprises des critiques des cantons quant à son application concrète.

Les cantons se plaignent du fait que la Confédération ne se restreigne pas seulement à son rôle stratégique, mais qu'elle ait tendance à s'immiscer dans du concret, par exemple dans le choix des options et des projets concrets qui devraient être de la compétence des cantons. Cette manière de faire crée des doublons et une charge administrative supplémentaire, tant pour les cantons que pour la Confédération.

Quand la RPT a été introduite en 2008, on espérait pouvoir atteindre un gain d'efficience de 1,2 milliard de francs grâce au nouveau modèle de conventions-programmes. Mais ce gain d'efficience est impossible si les joueurs ne respectent pas les règles du jeu. Il est bien évident que ce n'est pas la première fois que ce problème surgit. Il a déjà été discuté à plusieurs reprises dans les rapports d'efficacité de la RPT et suite à différentes interventions parlementaires aussi.

Dans le deuxième rapport d'efficacité de la RPT, on peut constater une grande insatisfaction des cantons en ce qui concerne la mise en oeuvre des conventions-programmes. 63 pour cent des cantons estiment que les charges administratives sont trop grandes, et 40 pour cent sont d'avis que la marge de manœuvre des cantons



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2019 • Zweite Sitzung • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001
Conseil national • Session d'été 2019 • Deuxième séance • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001



n'a pas vraiment augmenté, alors que c'était un des buts de la RPT. Ce qui est alarmant, c'est que ce problème est à nouveau mentionné dans le rapport cité en introduction.

On peut nommer plusieurs domaines dans lesquels les cantons se plaignent d'une trop grande emprise de la Confédération. Les domaines cités dans le rapport sont, entre autres: la protection de la nature et du paysage, la forêt, la biodiversité, les animaux sauvages et la prévention des dangers. Les cantons critiquent le fait que la Confédération émette des prescriptions et des règles dont le degré de détail est disproportionné par rapport à ce qu'elle finance.

Les domaines cités en exemples concernent le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Mais il y a aussi d'autres domaines et départements qui sont concernés. Il est très louable que la cheffe du DETEC, qui ne m'écoute pas, soit présente aujourd'hui pour défendre ce postulat. Mais, en fait, il ne s'agit pas juste d'un problème qui ne concerneit que le DETEC, mais d'un problème qui concerne tous les départements. Il incomberait donc plutôt au président de la Confédération et chef du Département fédéral des finances de répondre à ce postulat.

La Commission des finances a décidé à l'unanimité de déposer le présent postulat.

Avec ce dernier, le Conseil fédéral est chargé de présenter les mesures qui permettraient de simplifier la mise en oeuvre des conventions-programmes et d'indiquer le potentiel de synergies que cette simplification permettrait de dégager pour la Confédération et les cantons.

Au nom de la Commission des finances unanime, je vous invite à adopter ce postulat.

Schneider Schüttel Ursula (S, FR), für die Kommission: Das Postulat, das Herr Nationalrat Egger und ich Ihnen vorstellen, ist eine Folge des Berichtes des Bundesrates vom 28. September 2018 in Erfüllung der Motion 13.3363 unserer Finanzkommission zur Aufgabentrennung zwischen Bund und Kantonen. In diesem umfassenden Bericht wurde bestätigt, dass in einigen Bereichen der administrative Aufwand für den Vollzug der Programmvereinbarungen sowohl für den Bund als auch für die Kantone teilweise hoch ist. Es betrifft dies namentlich, aber nicht nur die Bereiche Natur- und Landschaftsschutz, Wald, Biodiversität und Wildtiere sowie Gefahrenprävention.

Der Bundesrat soll beauftragt werden, in einem Bericht aufzuzeigen, mit welchen Massnahmen der Vollzug der Programmvereinbarungen vereinfacht werden kann. Zusätzlich soll das Synergiepotenzial für Bund und Kantone aufgezeigt werden. Es geht dabei nicht nur um Programmvereinbarungen aus dem UVEK. In der Diskussion in der Finanzkommission wurde ausdrücklich hervorgehoben, dass die Prozesse um die Programmvereinbarungen aus einer Gesamtsicht des Finanzdepartementes heraus erfolgen sollen. Es geht dabei nicht um die einzelnen Verträge zwischen einem Kanton und dem Bund, sondern um das Gesamtsystem.

Der Bundesrat hat bereits im Hinblick auf einen NFA 2 eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche Verbesserungen in der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen prüft. Beim vorliegenden Postulat geht es jedoch um die Programmvereinbarungen, also um das Zusammenspiel zwischen Bund und Kantonen in Verbundbereichen. Der Finanzkommission geht es darum, administrativen Aufwand zu reduzieren und Doppelprüfungen zu beseitigen. Es soll eine Trennung der strategischen und der operativen Ebene erreicht und mit Blick auf das Gesamtsystem eine Verbesserung der Prozesse angestrebt werden.

Wir erwarten keinen komplizierten oder umfangreichen Bericht, sondern, wie es Herr Bundespräsident Maurer in der Diskussion in der Kommission auch festgehalten hat, klare Massnahmen im Bereich der Programmvereinbarungen.

AB 2019 N 832 / BO 2019 N 832

Ihre Kommission hat das Postulat einstimmig angenommen, und ich bitte Sie namens der Kommission um Annahme des Postulates.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Mit dem Postulat möchte Ihre Finanzkommission einen Bericht, mit dem wir Massnahmen aufzeigen, wie der Vollzug der Programmvereinbarungen im Umweltbereich zwischen Bund und Kantonen vereinfacht und das Synergiepotenzial für Bund und Kantone dargestellt werden kann. Es tut mir leid, wenn ich heute hier die Falsche bin, aber wir haben im Bundesrat Ihr Postulat so gelesen, dass Sie das spezifisch für Programmvereinbarungen im Umweltbereich möchten. Noch einmal, dann gab es hier ein Missverständnis. Ich kann Ihnen deshalb jetzt nur sagen, was wir im Umweltbereich bereits gemacht haben. Das war auch der Grund, weshalb wir Ihnen empfohlen haben, dieses Postulat abzulehnen, weil wir, glaube ich, genau das gemacht haben, was Sie im Postulat verlangen.

Wir haben bei den Programmvereinbarungen im Umweltbereich nach mehreren Erfahrungen jetzt geschaut, wo es Verbesserungspotenzial gibt, und haben das dann eigentlich gleich umgesetzt. Deshalb halte ich es



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Sommersession 2019 • Zweite Sitzung • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001
Conseil national • Session d'été 2019 • Deuxième séance • 04.06.19 • 08h00 • 19.3001



für etwas kritisch, nun zuerst einen Bericht zu machen. Ich arbeite lieber und setze die Dinge auch gleich um. Ich sage es noch einmal: Wir haben bei diesen Programmvereinbarungen verschiedene Massnahmen im Umweltbereich bereits umgesetzt, indem wir zum Beispiel die drei selbstständigen Programme Schutzwald, Waldbiodiversität und Waldbewirtschaftung zu einer einzigen Programmvereinbarung Wald zusammengelegt haben, das heisst, die Kantone haben hier mehr Flexibilität beim Mitteleinsatz für den Wald.

Diese Programmvereinbarungen entstehen ja jeweils auch in regem Austausch zwischen den Kantonen und dem Bund, bei dem man eben auch über Verbesserungsmöglichkeiten und Vereinfachungen sprechen kann. Die Vereinfachungen werden dann auch in das sogenannte Handbuch Programmvereinbarungen aufgenommen und auch entsprechend umgesetzt. Und wie gesagt, wir haben bei den Programmvereinbarungen Umwelt bereits Verbesserungsmassnahmen ins neue Handbuch aufgenommen. Sie werden in der Programmperiode 2020–2024 umgesetzt, und aktuell laufen ja schon wieder die Verhandlungen mit den Kantonen für die neuen Vereinbarungen.

Vor diesem Hintergrund bin ich dezidiert der Meinung und muss Ihnen sagen: In diesem Bereich macht ein Bericht wirklich keinen Sinn und gibt Ihnen keinen Mehrwert, sondern das ist genau die Arbeit, wie wir sie mit den Kantonen tun.

Ob es einen Mehrwert bringt, hier einen Bericht allgemein über diese Frage der Programmvereinbarungen bzw. Vereinfachungen zu erstellen, kann ich für die anderen Bereiche nicht abschliessend beurteilen. Etwas kann ich Ihnen aber sagen: Der Bundesrat ist ja, wie Sie, Herr Nationalrat Egger, erwähnt haben, beim NFA, beim zweiten Paket der Aufgabenteilung, daran, mit dem Finanzdepartement und den Kantonen, insbesondere der KdK, zu eruiieren, welche Bereiche wir jetzt hier näher anschauen wollen. Meines Wissens sind diese Programmvereinbarungen nicht darin, weder die Kantone noch der Bund hatten das gewünscht. In diesem Sinne frage ich noch einmal, ob Sie trotzdem einen Bericht wollen, nachdem man hier ganz offensichtlich nicht einen grundlegenden Handlungs- oder Prüfungsbedarf gesehen hat – sonst wäre das im Projekt "Aufgabenteilung 2". Ich bleibe also dabei: Wenn Sie bei einem solchen Bericht – Sie sagen zwar jeweils schon, er solle sehr kurz und nicht mit grosser Arbeit verbunden sein – am Schluss einen Mehrwert wollen, müsste man sämtliche Programmvereinbarungen, deren Umsetzung und mögliche Vereinfachungen anschauen. Vielleicht ist das dann auch in jedem Bereich wieder ein bisschen anders.

Ich bezweifle also, ob Sie da mit vernünftigem Aufwand auch tatsächlich einen Mehrwert bekommen. Sonst würde ich gerne Ihre Finanzkommission, die ja das einstimmig vorschlägt, einladen, das mit dem Bundespräsidenten und Finanzminister zu diskutieren. Ich komme auch gerne zu Ihnen, glaube aber, dass dieses Postulat mit Aufgaben, bei denen Sie dann am Schluss trotzdem keinen Mehrwert haben, ja eigentlich nicht unbedingt das ist, was wir alle brauchen.

In diesem Sinne bitte ich Sie namens des Bundesrates, dieses Postulat abzulehnen.

La presidente (Carobbio Guscetti Marina, presidente): Il Consiglio federale propone di respingere il postulato.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 19.3001/18820)

Für Annahme des Postulates ... 183 Stimmen

Dagegen ... 2 Stimmen

(0 Enthaltungen)